A°. 1920.  N°. 72.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING *van den 27sten December 1920, No. 1426, bepalende de opneming in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van 10 Juni 1920* (Staatsblad *No. 290*), *bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Internationaal Opiumverdrag van 23 Januari 1912.*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van 2 November 1920, Afdeeling Kabinet Litt. E[10], N°. 8, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk Besluit van den 10den Juni 1920 (*Staatsblad* N°. 290), bepalende de bekendmaking in het Staatsblad van het Internationaal Opiumverdrag van 23 Januari 1912.

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van 10 Juni 1920 (*Staatsblad* N°. 290), nevens afschrift dezer beschikking in het *Publicatieblad* zal worden opgenomen.

De Gouverneur voornoemd,

O. L. HELFRICH.

Uitgegeven den 31n. December 1920.
De Gouvernements-Secretaris,
BOOMGAART.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien het op 23 Januari 1912 te 's Gravenhage tusschen Nederland en andere Staten gesloten Opiumverdrag;

Overwegende, dat dit verdrag is goedgekeurd bij de wet van 20 Juni 1914 (*Staatsblad* nº 257) en dat de Nederlandsche akte van bekrachtiging van voorzegd verdrag en van het daarbij behoorend onderteekeningsprotocol op 28 Juli 1914 op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te 's-Gravenhage is nedergelegd;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van 9 Juni 1920, Directie van het Protocol, nº 13942;

Hebben goedgevonden en verstaan:

de bekendmaking van meergenoemd verdrag met protocol, waarvan een afdruk met vertaling hierbij is gevoegd, te bevelen door de plaatsing van dit besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen Bestuur, zijn belast, ieder voor zooveel hem aangaat, met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

Het Loo, den 10den Juni 1920.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

VAN KARNEBEEK.

CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIUM.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand; le Président des Etats-Unis d'Amérique; Sa Majesté l'Empereur de Chine; le Président de la République française; Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté l'Empereur du Japon; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas; Sa Majesté Impériale le Schah de Perse; le Président de la République portugaise; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Siam,

désirant marquer un pas de plus dans la voie ouverte par la Commission Internationale de Shanghai de 1909;

résolus à poursuivre la suppression progressive de l'abus de l'opium, de la morphine, de la cocaïne ainsi que des drogues préparées ou dérivées de ces substances donnant lieu, ou pouvant donner lieu, à des abus analogues;

considérant la nécessité et le profit mutuel d'une entente internationale sur ce point;

convaincus qu'ils rencontreront dans cet effort humanitaire l'adhésion unanime de tous les Etats intéressés,

ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse:

Son Excellence M. Felix de Müller, Son conseiller intime actuel, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye;

M. Delbrück, Son conseiller supérieur intime de Régence;

M. le Dr. Grunenwald, Son conseiller actuel de légation;

M. le Dr. Kerp, Son conseiller intime de Régence, directeur à l'Office Impérial de santé;

M. le Dr. Rössler, consul Impérial à Canton.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. l'Evêque CHARLES H. BRENT;

M. HAMILTON WRIGHT;

M. H. J. FINGER.

Sa Majesté l'Empereur de Chine:

Son Excellence M. LIANG CH'ENG, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin.

Le Président de la République française:

M. HENRI BRENIER, inspecteur-conseil des services agricoles et commerciaux de l'Indo-Chine;

M. PIERRE GUESDE, administrateur des services civils de l'Indo-Chine.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes:

The Right-Honourable Sir CECIL CLEMENTI SMITH, G. C. M. G., membre du conseil privé;

Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., secrétaire en chef du Gouvernement de Madras;

M. WILLIAM GRENFELL MAX-MÜLLER, C. B., M. V. O., Son conseiller d'ambassade;

Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., deputy-lieutenant du Comité de Londres;

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Son Excellence M. le Comte J. SALLIER DE LA TOUR, Duc DE CALVELLO, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté l'Empereur du Japon:

Son Excellence M. AIMARO SATO, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye;

M. le Dr. TOMOE TAKAGI, ingénieur du Gouvernement-général de Formose;

M. le Dr. KOTARO NISHIZAKI, spécialiste technique, attaché au laboratoire des services hygiéniques.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. J. T. CREMER, Son ancien ministre des colonies, président de la compagnie néerlandaise de commerce;

M. C. Th. van Deventer, membre de la première chambre des Etats-Généraux;

M. A. A. de Jongh, ancien inspecteur-général, chef du service de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises;

M. J. G. Scheurer, membre de la seconde chambre des Etats-Généraux;

M. W. G. van Wettum, inspecteur de la régie de l'opium aux Indes néerlandaises.

Sa Majesté Impériale le Schah de Perse:

Mirza Mahmoud Khan, secrétaire de la légation de Perse à La Haye.

Le Président de la République Portugaise:

Son Excellence M. Antonio Maria Bartholomeu Ferreira, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

Son Excellence M. Alexandre Savinski, Son maître de cérémonies, Son conseiller d'état actuel. Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Stockholm.

Sa Majesté le Roi de Siam:

Son Excellence Phya Akharaj Varadhara, Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres, La Haye, et Bruxelles;

M. Wm. J. Archer, C. M. G., Son conseiller de légation,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I.

Opium brut.

Définition. Par opium brut on entend:

le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (Papaver somniferum), et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son empaquetage et à son transport.

Article Premier.

Les Puissances Contractantes édicteront des lois ou des

règlements efficaces pour le contrôle de la production et de la distribution de l'opium brut à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

Article 2.

Les Puissances Contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs condition commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut sera permise.

Article 3.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures:

a. pour empêcher l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en auront prohibé l'entrée, et

b. pour contrôler l'exportation de l'opium brut vers les pays qui en limitent l'importation,

à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 4.

Les Puissances Contractantes édicteront des règlements prévoyant que chaque colis contenant de l'opium brut destiné à l'exportation sera marqué de manière à indiquer son contenu, pourvu que l'envoi excède 5 kilogrammes.

Article 5.

Les Puissances Contractantes ne permettront l'importation et l'exportation de l'opium brut que par des personnes dûment autorisées.

CHAPITRE II.

Opium préparé.

Définition. Par opium préparé on entend:

Le produit de l'opium brut, obtenu par une série d'opérations spéciales, et en particulier par la dissolution, l'ébullition, le grillage et la fermentation, et ayant pour but de le transformer en extrait propre à la consommation.

L'opium préparé comprend le dross et tous autres résidus de l'opium fumé.

Article 6.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures pour la suppression graduelle et efficace de la fabrication, du com-

merce intérieur et de l'usage de l'opium préparé, dans la limite des conditions différentes propres à chaque pays, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 7.

Les Puissances Contractantes prohiberont l'importation et l'exportation de l'opium préparé; toutefois, celles qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé, la prohiberont aussitôt que possible.

Article 8.

Les Puissances Contractantes qui ne sont pas encore prêtes à prohiber immédiatement l'exportation de l'opium préparé:

a. restreindront le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'opium préparé pourra être exporté;

b. prohiberont l'exportation de l'opium préparé vers les pays qui en interdisent actuellement, ou pourront en interdire plus tard, l'importation;

c. défendront, en attendant, qu'aucun opium préparé soit envoyé à un pays qui désire en restreindre l'entrée, à moins que l'exportateur ne se conforme aux règlements du pays importateur;

d. prendront des mesures pour que chaque colis exporté, contenant de l'opium préparé, porte une marque spéciale indiquant la nature de son contenu;

e. ne permettront l'exportation de l'opium préparé que par des personnes spécialement autorisées.

CHAPITRE III.

Opium médicinal, morphine, cocaïne, etc.

Définitions. Par opium médicinal on entend:

l'opium brut qui a été chauffé à 60° centigrades et ne contient pas moins de 10 pour cent de morphine, qu'il soit ou non en poudre ou granulé, ou mélangé avec des matières neutres.

Par morphine on entend:

le principal alcaloïde de l'opium, ayant la formule chimique $C_{17} H_{19} N O_3$.

Par cocaïne on entend:

le principal alcaloïde des feuilles de l'Erythroxylon Coca, ayant la formule $C_{17} H_{21} N O_4$.

Par héroïne on entend:

la diacetyl-morphine, ayant la formule $C_{21} H^{23} N O^5$.

Article 9.

Les Puissances Contractantes édicteront des lois ou des règlements sur la pharmacie de façon à limiter la fabrication, la vente et l'emploi de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs aux seuls usages médicaux et légitimes, à moins que des lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière. Elles coopéreront entr'elles afin d'empêcher l'usage de ces drogues pour tout autre objet.

Article 10.

Les Puissances Contractantes s'efforceront de contrôler, ou de faire contrôler, tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leurs sels respectifs, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Puissances Contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter, les mesures suivantes, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière:

a. limiter aux seuls établissements et locaux qui auront été autorisés à cet effet la fabrication de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ou se renseigner sur les établissements et locaux où ces drogues sont fabriquées, et en tenir un régistre;

b. exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent et exportent la morphine, la cocaïne et leur sels respectifs soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations, ou en fassent une déclaration officielle aux autorités compétentes;

c. exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, des ventes, de toute autre cession et des exportations de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs. Cette règle ne s'appliquera pas forcément aux prescriptions médicales et aux ventes faites par des pharmaciens dûment autorisés.

Article 11.

Les Puissances Contractantes prendront des mesures pour prohiber dans leur commerce intérieur toute cession de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs à toutes personnes non autorisées, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 12.

Les Puissances Contractantes, en tenant compte des différences de leurs conditions, s'efforceront de restreindre aux personnes autorisées l'importation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs.

Article 13.

Les Puissances Contractantes s'efforceront d'adopter, ou de faire adopter, des mesures pour que l'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs de leurs pays, possessions, colonies et territoires à bail vers les pays, possessions, colonies et territoires à bail des autres Puissances Contractantes n'ait lieu qu'à la destination de personnes ayant reçu les autorisations ou permis prévus par les lois ou règlements du pays importateur.

A cet effet tout Gouvernement pourra communiquer, de temps en temps, aux Gouvernements des pays exportateurs des listes des personnes auxquelles des autorisations ou permis d'importation de morphine, de cocaïne et de leurs sels respectifs auront été accordés.

Article 14.

Les Puissances Contractantes appliqueront les lois et règlements de fabrication, d'importation, de vente ou d'exportation de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs:

a) à l'opium médicinal;

b) à toutes les préparations (officinales et non-officinales, y compris les remèdes dits anti-opium), contenant plus de 0,2% de morphine ou plus de 0,1% de cocaïne;

c) à l'héroïne, ses sels et préparations contenant plus de 0,1% d'héroïne;

d) à tout nouveau dérivé de la morphine, de la cocaïne ou de leurs sels respectifs, ou à tout autre alcaloïde de l'opium, qui pourrait à la suite de recherches scientifiques, généralement reconnues, donner lieu à des abus analogues et avoir pour résultat les mêmes effets nuisibles.

CHAPITRE IV.

Article 15.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine (Treaty Powers) prendront, de concert avec le Gouvernement chinois, les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée en contrebande, tant sur le territoire chinois que dans leurs colonies d'Extrême Orient et sur les territoires à bail qu'ils occupent en Chine, de l'opium brut et préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des substances visées à l'article 14 de la présente Convention. De son côté le Gouvernement chinois prendra des mesures analogues pour la suppression de la contrabande de l'opium et des autres substances visées ci-dessus, de la Chine vers les colonies étrangères et les territoires à bail.

Article 16.

Le Gouvernement chinois promulguera des lois pharmaceutiques pour ses sujets, réglementant la vente et la distribution de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des substances visées à l'article 14 de la présente Convention, et communiquera ces lois aux Gouvernements ayant des traités avec la Chine, par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques à Pekin. Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine examineront ces lois, et, si elles les trouvent acceptables, prendront les mesures nécessaires pour qu'elles soient appliquées à leurs nationaux résidant en Chine.

Article 17.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine entreprendront d'adopter les mesures nécessaires pour restreindre et pour contrôler l'habitude de fumer l'opium dans leurs territoires à bail, ,,settlements'' et concessions en Chine, de supprimer *pari passu* avec le Gouvernement chinois les fumeries d'opium ou établissements semblables qui pourront y exister encore, et de prohiber l'usage de l'opium dans les maisons d'amusement et les maisons publiques.

Article 18.

Les Puissances Contractantes ayant des traités avec la Chine prendront des mesures effectives pour la réduction graduelle, *pari passu* avec les mesures effectives que le

Gouvernement chinois prendra dans ce même but, du nombre des boutiques, destinées à la vente de l'opium brut et préparé, qui pourront encore exister dans leurs territoires à bail, „settlements" et concessions en Chine. Elles adopteront des mesures efficaces pour la restriction et le contrôle du commerce de détail de l'opium dans les territoires à bail, „settlements" et concessions, à moins que des mesures existantes n'aient déjà réglé la matière.

Article 19.

Les Puissances Contractantes qui possèdent des bureaux de poste en Chine adopteront des mesures efficaces pour interdire l'importation illégale en Chine, sous forme de colis postal, tout aussi bien que la transmission illégale d'une localité de la China à une autre localité par l'intermédiaire de ces bureaux de l'opium, soit brut, soit préparé, de la morphine et de la cocaïne et de leurs sels respectifs et des autres substances visées à l'article 14 de la présente Convention.

CHAPITRE V.

Article 20.

Les Puissances Contractantes examineront la possibilité d'édicter des lois ou des règlements rendant passible de peines la possession illégale de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, à moins que les lois ou des règlements existants n'aient déjà réglé la matière.

Article 21.

Les Puissances Contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas:

a. les textes des lois et des règlements administratifs existants, concernant les matières visées par la présente Convention, ou édictés en vertu de ses clauses;

b. des renseignements statistiques en ce qui concerne le commerce de l'opium brut, de l'opium préparé, de la morphine, de la cocaïne et de leurs sels respectifs, ainsi que des autres drogues, ou leurs sels, ou préparations, visés par la présente Convention.

Ces statistiques seront fournis avec autant de détails et dans un délai aussi bref que l'on considérera comme possibles.

CHAPITRE VI.

Dispositions finales.

Article 22.

Les Puissances non représentées à la Conférence seront admises à signer la présente Convention.

Dans ce but, le Gouvernement des Pays-Bas invitera, immédiatement après la signature de la Convention par les Plénipotentiaires des Puissances qui ont pris part à la Conférence, toutes les Puissances de l'Europe et de l'Amérique non représentées à la Conférence, à savoir:

la République Argentine; l'Autriche-Hongrie; la Belgique; la Bolivie; le Brésil; la Bulgarie; le Chili; la Colombie; le Costa-Rica; la République de Cuba; le Danemark; la République Dominicaine; la République de l'Equateur; l'Espagne; la Grèce; le Guatémala; la République d'Haïti; le Honduras; le Luxembourg; le Mexique; le Monténégro; le Nicaragua; la Norvège; le Panama; le Paraguay; le Pérou; la Roumanie; le Salvador; la Serbie; la Suède; la Suisse; la Turquie; l'Uruguay; les Etats-Unis du Vénézuéla à désigner un Délégué muni des pleins pouvoirs nécessaires pour signer, à La Haye, la Convention.

La Convention sera munie de ces signatures au moyen d'un „Protocole de signature de Puissances non réprésentées à la Conférence", à ajouter après les signatures des Puissances représentées et mentionnant la date de chaque signature.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois à toutes les Puissances signataires avis de chaque signature supplémentaire.

Article 23.

Après que toutes les Puissances, tant pour elles-mêmes que pour leurs possessions, colonies, protectorats et territoires à bail, auront signé la Convention ou le Protocole supplémentaire visé ci-dessus, le Gouvernement des Pays-Bas invitera toutes les Puissances à ratifier la Convention avec ce Protocole.

Dans le cas où la signature de toutes les Puissances invitées n'aurait pas été obtenue à la date du 31 décember 1912, le Gouvernement des Pays-Bas invitera immédiatement les Puissances signataires à cette date, à désigner des Délégués pour procéder, à La Haye, à l'examen de la possibilité de déposer néanmoins leurs ratifications.

La ratification sera faite dans un délai aussi court que

possible et déposée à La Haye au Ministère des Affaires Etrangères.

Le Gouvernement des Pays-Bas donnera tous les mois avis aux Puissances signataires des ratifications qu'il aura reçues dans l'intervalle.

Aussitôt que les ratifications de toutes les Puissances signataires, tant pour elles-mêmes que pour leurs colonies, possessions, protectorats et territoires à bail, auront été reçues par le Gouvernement des Pays-Bas, celui-ci notifiera à toutes les Puissances qui auront ratifié la Convention la date à laquelle il aura reçu le dernier de ces actes de ratification.

Article 24.

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date mentionnée dans la notification du Gouvernement des Pays-Bas, visée au dernier alinéa de l'article précédent.

A l'égard des lois, règlements et autres mesures, prévus par la présente Convention, il est convenu que les projets requis à cet effet seront rédigés au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la Convention. En cequi concerne les lois, elles seront aussi proposées par les Gouvernements à leurs Parlements ou Corps Législatifs dans ce même délai de six mois, et en tout cas à la première session qui suivra l'expiration de ce délai.

La date à partir de laquelle ces lois, règlements ou mesures entreront en vigeur fera l'objet d'un accord entre les Puissances Contractantes sur la proposition du Gouvernement des Pays-Bas.

Dans le cas où des questions surgiraient relatives à la ratification de la présente Convention, ou à la mise en vigueur, soit de la Convention, soit des lois, règlements et mesures qu'elle comporte, le Gouvernement des Pays-Bas, si ces questions ne peuvent pas être résolues par d'autres moyens, invitera toutes les Puissances Contractantes à désigner des Délégués qui se réuniront à La Haye pour arriver à un accord immédiat sur ces questions.

Article 25.

S'il arrivait qu'une des Puissances Contractantes voulût dénoncer la présente Convention, la dénonciation sera notifiée par écrit au Gouvernement des Pays-Bas qui communiquera immédiatement copie certifiée conforme de la notification à toutes les autres Puissances, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement des Pays-Bas.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont revêtu la présente Convention de leurs signatures.

Fait à La Haye, le 23 janvier mil neuf cent douze, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à toutes les Puissances représentées à la Conférence.

Pour l'Allemagne.	F. de Müller. Delbrück. Grunenwald.	
Pour les Etats-Unis d'Amérique	Charles H. Brent. Hamilton Wright. Henry J. Finger.	
Pour la Chine....	Liang Cheng.	
Pour la France. ..	H. Brenier.	Sous réserve d'une ratification, ou d'une dénonciation, éventuellement séparée et spéciale en ce qui concerne les Protectorats français.
Pour la Grande-Bretagne	W. S. Meyer. W. G. Max Müller. William Job Collins.	Sous réserve de la déclaration suivante: Les articles de la présente Convention, si elle est ratifiée par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, s'appliqueront à l'Empire des Indes Britanniques, à Ceylan, aux Etablissements des Détroits, à Hong Kong et à Wei-hai-wei, sous tous les rapports, de la même façon qu'ils appliqueront au Royaume-Uni de Grande-Bretagne etd'Irlande; mais le Gouvernement de Sa Majesté Britannique se réserve le droit de signer ou de dénoncer séparément ladite Convention au nom de tout Dominion, Colonie, Dépendance ou Protectorat de Sa Majesté autre que ceux qui ont été spécifiés.
Pour l'Italie.....	G. de la Tour Calvello.	
Pour le Japon ...	Aimaro Sato. Tomoe Takagi. Kotaro Nishizaki.	

Pour les Pays-Bas. J. T. Cremer. C. Th. van Deventer. A. A. de Jongh. J. G. Scheurer.

Pour la Perse..... Mirza Mahmoud Khan. Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19 (la Perse n'ayant pas de traité avec la Chine) et du paragraphe a de l'article 3.

Pour le Portugal.. Antonio Maria Bartholomeu Ferreira.

Pour la Russie.... A. Savinsky.

Pour le Siam..... Akharaj Varadhara. Wm. J. Archer. Sous réserve des articles 15, 16, 17, 18 et 19, le Siam n'ayant pas de traité avec la Chine.

Pour la Grande-Bretagne....... En vertu de la réserve mentionnée en marge de la signature des plénipotentiaires de la Grande Bretagne, le soussigné envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique à La Haye, déclare qu'il signe la présente Convention pour les Dominions, Colonies, Dépendances et Protectorats suivants:

Canada, Terre-Neuve, Nouvelle Zéelande, Brunei, Chypre, Protectorat de l'Afrique Orientale, Iles Falkland, Protectorats malais, Gambie, Gibraltar, Côte d'Or, Jamaïque, Johore, Kedah, Kelantan, Perlis, Trengganu, Malte, Nigéria du Nord, Borneo septentrionale, Nyasaland, Ste Hélène, Serawak, Seychelles, Somaliland, Nigéria du Sud, Trinidad, Uganda

Alan Johnstone. 17 décembre 1912.

ainsi que pour la Colonie de Fiji

Alan Johnstone. 27 février 1913.

et pour la colonie de Sierra Leone, le

Protectorat des Iles Gilbert et Ellis et le Protectorat des Iles Salomon

ALAN JOHNSTONE. 22 avril 1913.

et pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie

ALAN JOHNSTONE. 25 juin 1913.

et pour les îles Bahamas et pour les trois colonies des îles Windward, savoir Grenade, St. Lucie et St. Vincent.

ALAN JOHNSTONE. 14 novembre 1913.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

DE PUISSANCES NON REPRÉSENTÉES À LA CONFÉRENCE.

Pour le Costa-Rica	MANUEL M. DE PERALTA.	25 avril	1912.
Pour le Mexique	F. GAMBOA.	15 mai	1912.
Pour le Guatémala	JOSÉ M. LARDIZABAL.	17 juin	1912.
Pour la Belgique	ALB. FALLON.	18 juin	1912.
	Sous réserve d'adhésion ou de dénonciation en ce qui concerne le Congo Belge.		
Pour le Luxembourg	ALB. FALLON.	18 juin	1912.
Pour le Panama	J. A. JIMENEZ.	19 juin	1912.
Pour l'Equateur	VICTOR M. RENDON.	2 juillet	1912.
Pour le Honduras	JALHAY.	5 juillet	1912.
Pour le Salvador	ARTURO R. AVILA.	30 juillet	1912.
Poar l'Haïti	DR. A. RIBOUL DE PESCAY.	21 août	1912.
Pour le Vénézuéla	SANTOS A. DOMINICI.	10 septembre	1912.
Pour le Brésil	GRAÇA ARANHA.	16 octobre	1912.
Pour l'Argentine	ALEJANDRO GUESALAGA.	17 octobre	1912.
Pour l'Espagne	JOSÉ DE LA RICA Y CALVO.	23 octobre	1912.
Pour la République Dominicaine	ELISEO GRULLON.	12 novembre	1912.
Pour le Paraguay	ENRIQUE OOSTENDORP.	14 décembre	1912.
Pour le Danemark	J. G. DE GREVENKOP CASTENSKJOLD, *pour le Danemark, l'Islande et les Antilles danoises.*	17 décembre	1912.
Pour la Colombie	IGNACIO GUTIERREZ-PONCE.	15 janvier	1913.
	Sous réserve de l'approbation du corps législatif de la Colombie.		
Pour la République de Cuba	ARTURO PADRO.	8 mai	1913.
Pour la Bolivie	MACARIO PINILLA.	4 juin	1913.

Pour le Chili...... JORGE HUNEEUS. 2 juillet 1913.

Pour le Nicaragua.. SIMON PLANAS SUAREZ. 18 juillet 1913.

Pour le Pérou...... MANUEL ALVAREZ CALDERON. 24 juillet 1913.

Pour la Suède..... F. DE KLERCKER. 27 août 1913.

Sous réserve de la déclaration suivante: l'opium n'étant pas fabriqué en Suède, le Gouvernement Suédois se contentera pour le moment de prohiber l'importation de l'opium préparé, mais se déclare en même temps prêt à prendre les mesures visées dans l'article 8 de la Convention si l'expérience en démontre l'opportunité.

Pour la Norvège.... G. F. HAGERUP. 2 septembre 1913.

Pour le Monténégro. H. MENDES DA COSTA. 22 décembre 1913.

Sous la réserve de la déclaration suivante: l'opium n'étant pas fabriqué ni produit au Monténégro le Gouvernement Royal de Monténégro se contentera pour le moment de prohiber l'importation de l'opium préparé, mais se déclare en même temps tout disposé à prendre les mesures que vise l'article 8 de la Convention si l'expérience en démontre l'opportunité.

Pour la Roumanie.. C. M. MITILINEU. 27 décembre 1913.

Pour la Suisse..... En signant le présent Protocole sous réserve de ratification, le soussigné déclare qu'il ne sera pas possible à son Gouvernement de promulguer les dispositions légales nécessaires dans le délai fixé par la Convention.

CARLIN. 29 décembre 1913.

Pour la Bulgarie... STANCIOFF. 2 mars 1914.

Pour l'Uruguay... ALBERTO GUANI. 9 mars 1914.

VERTALING.

INTERNATIONAAL OPIUMVERDRAG.

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen, in naam van het Duitsche Rijk; de President der Vereenigde Staten van Amerika; Zijne Majesteit de Keizer van China; de President der Fransche Republiek; Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en de Overzeesche Britsche bezittingen, Keizer van Indië; Zijne Majesteit de Koning van Italië; Zijne Majesteit de Keizer van Japan; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden; Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië; de President der Portugeesche Republiek; Zijne Majesteit de Keizer aller Russen; Zijne Majesteit de Koning van Siam,

wenschende een verderen stap te doen op den weg, gebaand door de Internationale Commissie te Shanghai van 1909;

besloten om in toenemende mate de onderdrukking voort te zetten van het misbruik van opium, morphine, cocaïne, alsmede van de drogerijen, welke, bereid of afgeleid uit hunne bestanddeelen, tot soortgelijke misbruiken aanleiding geven of kunnen geven;

overwegende de noodzakelijkheid en het wederzijdsch nut eener internationale overeenstemming op dit punt;

overtuigd dat zij voor deze menschlievende poging de eenparige instemming zullen verwerven van alle daarbij geïnteresseerde Staten;

hebben besloten tot dat doel een verdrag te sluiten en hebben benoemd tot Hunne Gevolmachtigden, te weten:

Zijne Majesteit de Duitsche Keizer, Koning van Pruisen:

Zijne Excellentie Felix von Müller, werkelijk Geheimraad, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage;

DELBRÜCK, Opper-Geheim-Regeeringsraad;
Dr. GRUNENWALD, Werkelijk Gezantschapsraad;
Dr. KERP, Geheim Regeeringsraad, directeur van het Keizerlijk Gezondheidsbureau;
Dr. RÖSSLER, Keizerlijk Consul te Kanton.

De President der Vereenigde Staten van Amerika:

Bisschop CHARLES H. BRENT;
HAMILTON WRIGHT;
H. J. FINGER.

Zijne Majesteit de Keizer van China:

Zijne Excellentie LIANG CH'ENG, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Berlijn.

De President der Fransche Republiek:

HENRI BRENIER, inspecteur-raadsman van den landbouw- en handelsdienst van Indo-China;
PIERRE GUESDE, administrateur van den burgerlijken dienst van Indo-China.

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Ierland en de Overzeesche Britsche bezittingen, Keizer van Indië:

Sir CECIL CLEMENTI SMITH, G. C. M. G., lid van den Raad van State;
Sir WILLIAM STEVENSON MEYER, K. C. I. E., eerste secretaris van het Gouvernement van Madras;
WILLIAM GRENFELL MAX MÜLLER, Gezantschapsraad;
Sir WILLIAM JOB COLLINS, M. D., plaatsvervangend afgevaardigde van het graafschap Londen.

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

Zijne Excellentie Graaf J. SALLIER DE LA TOUR, Hertog VAN CALVELLO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage.

Zijne Majesteit de Keizer van Japan:

Zijne Excellentie AIMARO SATO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage;

Dr. Tomoe Takagi, ingenieur van het Gouvernement-Generaal van Formosa;

Dr. Kotaro Nishizaki, technische specialiteit, toegevoegd aan het laboratorium van den gezondheidsdienst.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

J. T. Cremer, oud-Minister van Koloniën, president van de Nederlandsche Handel-Maatschappij;

C. Th. van Deventer, Lid van de Eerste Kamer der Staten-Generaal;

A. A. de Jongh, Oud-Inspecteur-Generaal, chef van den dienst der opiumregie in Nederlandsch Oost-Indië;

J. G. Scheurer, Lid van de Tweede Kamer der Staten-Generaal;

W. G. van Wettum, Inspecteur van de opiumregie in Nederlandsch Oost-Indië.

Zijne Keizerlijke Majesteit de Shah van Perzië:

Mirza Mahmoud Khan, Gezantschapssecretaris van Perzië te 's-Gravenhage.

De President der Portugeesche Republiek:

Zijne Excellentie Antonio Maria Bartholomeu Ferreira, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage.

Zijne Majesteit de Keizer aller Russen:

Zijne Excellentie Alexander Savinsky, Ceremoniemeester, werkelijk Staatsraad, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Stockholm.

Zijne Majesteit de Koning van Siam:

Zijne Excellentie Phya Akharaj Varadhara, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Londen, 's-Gravenhage en Brussel;

Wm. J. Archer C. M. G., Gezantschapsraad,

die, na hunne in goede orde en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben overgelegd, omtrent het volgende overeengekomen zijn:

HOOFDSTUK I.

Ruw opium.

Definitie. Onder ruw opium verstaat men:

het sap, vanzelf gestremd, verkregen uit de doosvrucht van de slaapbol (Papaver somniferum) en hetwelk slechts de bewerkingen heeft ondergaan noodig voor zijne verpakking en zijn vervoer.

Artikel 1.

De verdragsluitende mogendheden zullen afdoende wetten of reglementen uitvaardigen voor de controle op de voortbrenging en het in omloop brengen van ruw opium, tenzij bestaande wetten of reglementen dit onderwerp al geregeld hebben.

Artikel 2.

De verdragsluitende mogendheden zullen, rekening houdende met de verschillen in hunnen handelstoestand, het aantal steden, havens, of andere plaatsen beperken waarover de uit- of invoer van ruw opium zal zijn toegestaan.

Artikel 3.

De verdragsluitende mogendheden zullen maatregelen nemen:

a. om den uitvoer van ruw opium te beletten naar de landen die den invoer daarvan verboden zullen hebben, en

b. om toezicht te houden op den uitvoer van ruw opium naar de landen, die den invoer ervan in beperkte mate toestaan,

tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben.

Artikel 4.

De verdragsluitende mogendheden zullen voorschriften uitvaardigen om er in te voorzien dat elke zending inhoudende ruw opium, bestemd voor uitvoer, zoodanig gemerkt zal worden, dat de inhoud ervan blijkt, mits de zending meer dan 5 kilogram bedraagt.

Artikel 5.

De verdragsluitende mogendheden zullen den in- en uitvoer van ruw opium slechts toestaan aan personen, die daartoe behoorlijk gemachtigd zijn.

HOOFDSTUK II.

Toebereid opium.

Definitie. Onder toebereid opium verstaat men:

Het product, verkregen van ruw opium door eene reeks van bijzondere bewerkingen, en in het bijzonder door oplossing, opbruising, roostering en gisting, en ten doel hebbende om het te vervormen tot een extract geschikt voor het gebruik.

Het toebereid opium omvat de droesem en alle andere afval van het gerookte opium.

Artikel 6.

De verdragsluitende mogendheden zullen maatregelen nemen voor de onderdrukking in toenemende mate en op afdoende wijze van de vervaardiging, den binnenlandschen handel en het gebruik van toebereid opium, voor zoover de verschillende nationale omstandigheden, aan elk land eigen, dit toelaten, tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben.

Artikel 7.

De verdragsluitende mogendheden zullen den in- en uitvoer van toebereid opium verbieden; diegene evenwel, die nog niet bereid zijn den uitvoer van toebereid opium onmiddellijk te verbieden, zullen dien zoo spoedig mogelijk verbieden.

Artikel 8.

De verdragsluitende mogendheden, welke nog niet bereid zijn om onmiddellijk den uitvoer van toebereid opium te verbieden zullen:

a. het aantal steden, havens of andere plaatsen beperken, waaruit toebereid opium zal kunnen worden uitgevoerd;

b. den uitvoer van toebereid opium verbieden naar de landen, die den invoer daarvan tegenwoordig verbieden, of later zullen verbieden;

c. intusschen verbieden dat eenig toebereid opium wordt verzonden naar een land, dat den invoer ervan wil beperken, tenzij de exporteur zich houdt aan de reglementen van het land van invoer;

d. maatregelen nemen dat elke zending, bestemd ten uitvoer en toebereid opium inhoudende, een bijzonder merkteeken draagt, dat den aard van den inhoud aangeeft;

e. den uitvoer van toebereid opium niet toestaan dan aan in het bijzonder daartoe gemachtigde personen.

HOOFDSTUK III.

Medicinaal Opium, Morphine, Cocaïne, enz.

Definities. Onder medicinaal opium verstaat men:

ruw opium, dat tot 60 graden celsius is verhit en niet minder dan 10 pct. morphine bevat, al dan niet in poedervorm of in korrelachtigen toestand of vermengd met neutrale stoffen.

Onder morphine verstaat men:

de voornaamste alcaloïde van opium, met de scheikundige formule $C_{17}\ H_{19}\ N\ O_3$.

Onder cocaïne verstaat men:

de voornaamste alcaloïde van de bladeren van den Erythroxylon Coca, met de formule $C_{17}\ H_{21}\ N\ O_4$.

Onder heroïne verstaat men:

diacetyl-morphine, met de formule $C_{21}\ H_{23}\ N\ O_5$.

Artikel 9.

De verdragsluitende mogendheden zullen wetten en reglementen uitvaardigen betreffende de artsenijbereidkunde, strekkende tot beperking van de vervaardiging, den verkoop en het gebruik van morphine, cocaïne, en hare respectieve zouten, uitsluitend tot medische en wettige doeleinden, tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben. Zij zullen onderling samenwerken, ten einde het gebruik van deze drogerijen voor elk ander doel te beletten.

Artikel 10.

De verdragsluitende mogendheden zullen pogen toezicht te houden of te doen houden op allen, die morphine, cocaïne en hare respectieve zouten vervaardigen, invoeren, verkoopen, in omloop brengen en uitvoeren, alsmede op de gebouwen waar deze personen dat bedrijf of dien handel uitoefenen.

Tot dit doel zullen de verdragsluitende mogendheden pogen de volgende maatregelen te nemen of te doen nemen, tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben:

a. de vervaardiging van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten te beperken uitsluitend tot die inrich-

tingen en plaatsen, welke tot dit doel gerechtigd zullen zijn of inlichtingen in te winnen over de inrichtingen en plaatsen waar die drogerijen vervaardigd worden en daarvan een register bij te houden;

b. te eischen dat allen, die morphine, cocaïne en hare respectieve zouten vervaardigen, invoeren, verkoopen, in omloop brengen en uitvoeren, voorzien zijn van eene machtiging of eene vergunning om deze werkzaamheden te verrichten of daarvan eene officieele aangifte doen aan de bevoegde autoriteiten;

c. van deze personen de inschrijving in hunne boeken te eischen van de vervaardigde hoeveelheden, de invoeren, de verkoopen, iedere andere overdracht en de uitvoeren van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten. Deze regel zal niet noodzakelijkerwijs van toepassing zijn op medische voorschriften en verkoopen, gedaan door behoorlijk gemachtigde apothekers.

Artikel 11.

De verdragsluitende mogendheden zullen maatregelen nemen om in hunnen binnenlandschen handel iedere overdracht van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten te beletten aan alle niet daartoe gemachtigde personen, tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben.

Artikel 12.

De verdragsluitende mogendheden zullen, rekening houdende met hunne verschillende nationale omstandigheden, pogen den invoer van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten te beperken uitsluitend tot daartoe gemachtigde personen.

Artikel 13.

De verdragsluitende mogendheden zullen pogen maatregelen te nemen, of te doen nemen, welke er toe leiden, dat de uitvoer van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten van uit hunne landen, bezittingen, koloniën en pachtgebieden naar de landen, bezittingen, koloniën en pachtgebieden der andere verdragsluitende mogendheden slechts plaats vindt met bestemming voor personen, welke daartoe de machtigingen of vergunningen ontvangen hebben, voorzien in de wetten of reglementen van het land van invoer.

Tot dit doel zal iedere Regeering van tijd tot tijd aan de Regeeringen der landen van uitvoer lijsten kunnen mededeelen van de personen, aan wie machtigingen of vergun-

ningen tot invoer van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten verleend zullen zijn.

Artikel 14.

De verdragsluitende mogendheden zullen de wetten en reglementen op de vervaardiging, den invoer, den verkoop of den uitvoer van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten toepassen:

a. op medicinaal opium;

b. op alle preparaten (al of niet op geneeskundig voorschrift bereid, er onder begrepen de zoogenaamde anti-opiummiddelen) bevatten meer dan 0.2 pct. morphine of meer dan 0.1 pct. cocaïne);

c. op de heroïne, hare zouten en preparaten bevattende meer dan 0.1 pct. heroïne;

d. op elk nieuw derivaat van morphine, cocaïne of hare respectieve zouten, of op iedere andere alcaloïde van opium, dat, op grond van algemeen erkende wetenschappelijke onderzoekingen aanleiding zoude kunnen geven tot soortgelijke misbruiken en dezelfde schadelijke gevolgen tot resultaat zoude kunnen hebben.

HOOFDSTUK IV.

Artikel 15.

De verdragsluitende mogendheden, welke verdragen met China hebben gesloten (Treaty Powers), zullen, in overleg met de Chineesche Regeering, de noodige maatregelen nemen ten einde zoowel in het Chineesche gebied als in hunne koloniën in het verre Oosten en in hunne pachtgebieden welke zij in China bezitten, den invoer door smokkelhandel te verhinderen van ruw en toebereid opium, morphine, cocaïne en hare respectieve zouten, alsmede van de stoffen, bedoeld in artikel 14 van dit Verdrag.

De Chineesche Regeering van haren kant zal soortgelijke maatregelen nemen ter onderdrukking van den smokkelhandel in opium en de andere hierboven bedoelde stoffen, van uit China naar de vreemde koloniën en pachtgebieden.

Artikel 16.

De Chineesche Regeering zal voor hare onderdanen wetten

afkondigen betreffende de artsenijbereidkunde, regelende den verkoop en het in omloop brengen van morphine, cocaïne en hare respectieve zouten en de stoffen, bedoeld in artikel 14 van dit Verdrag, en zal van deze wetten aan de Regeeringen, welke tractaten hebben met China, mededeeling doen door tusschenkomst van hare diplomatieke vertegenwoordigers te Peking.

De verdragsluitende mogendheden, welke verdragen met China hebben gesloten, zullen deze wetten onderzoeken en, indien zij dezelve aannemelijk achten, de noodige maatregelen nemen om dezelve van toepassing te verklaren op hare landgenooten, die in China verblijf houden.

Artikel 17.

De verdragsluitende mogendheden, welke verdragen met China hebben gesloten, zullen de noodige maatregelen goedkeuren:

om de gewoonte van het opiumschuiven in hunne pachtgebieden, wingewesten en nederzettingen in China te beperken en te controleeren;

om pari passu met de Chineesche Regeering de opiumkitten of dergelijke inrichtingen, die er nog zullen bestaan af te schaffen en het gebruik van opium te verbieden in huizen van vermaak en bordeelen.

Artikel 18.

De verdragsluitende mogendheden, welke verdragen met China hebben gesloten, zullen afdoende maatregelen nemen om pari passu met de afdoende maatregelen, die de Chineesche regeering tot ditzelfde doel zal nemen, het aantal winkels, bestemd voor den verkoop van ruw en toebereid opium, die nog zullen bestaan in hunne pachtgebieden, wingewesten en nederzettingen in China, in toenemende mate te beperken. Zij zullen afdoende maatregelen nemen voor de beperking van en het toezicht op den kleinhandel in opium in hunne pachtgebieden, wingewesten en nederzettingen, tenzij bestaande maatregelen dit onderwerp reeds geregeld hebben.

Artikel 19.

De verdragsluitende mogendheden, die postkantoren in China bezitten, zullen afdoende maatregelen nemen om den onwettigen invoer in China in den vorm van postpakketten

tegen te gaan, even goed als de onwettige overbrenging door middel van die kantoren van eene plaats in China naar eene andere van opium, hetzij ruw hetzij toebereid, van morphine en cocaïne en hare respectieve zouten en van de andere stoffen, bedoeld in artikel 14 van dit verdrag.

HOOFDSTUK V.

Artikel 20.

De verdragsluitende mogendheden zullen een onderzoek doen naar de mogelijkheid om wetten en reglementen uit te vaardigen, waarbij het onwettig bezit van ruw opium, van toebereid opium, van morphine, van cocaïne en hare respectieve zouten strafbaar wordt gesteld, tenzij bestaande wetten of reglementen dit onderwerp reeds geregeld hebben.

Artikel 21.

De verdragsluitende mogendheden zullen elkander door tusschenkomst van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van Nederland mededeeling doen van:

a. den tekst der bestaande administratieve wetten en reglementen, betreffende de onderwerpen bedoeld in dit verdrag, of uitgevaardigd op grond van zijne bepalingen;

b. statistische gegevens betreffende den handel in ruw opium, toebereid opium, morphine, cocaïne en hare respectieve zouten, zoowel als den handel in de andere drogerijen of hare zouten of preparaten, bedoeld in dit verdrag.

Deze statistieken zullen verschaft worden met zooveel mogelijk bijzonderheden en binnen een zoo kort mogelijken termijn.

HOOFDSTUK VI.

Slotbepalingen.

Artikel 22.

De mogendheden welke niet op de Conferentie vertegenwoordigd waren, zullen in de gelegenheid gesteld worden om dit verdrag te teekenen.

Tot dit doel zal de Nederlandsche Regeering, onmiddellijk na de onderteekening van het verdrag door de gevolmachtigden der mogendheden, die aan de Conferentie hebben deelgenomen, alle regeeringen van Europa en Amerika, welke niet op de Conferentie vertegenwoordigd waren, uitnoodigen, te weten:

De Argentijnsche Republiek; Oostenrijk-Hongarije; België; Bolivia; Brazilië; Bulgarije; Chili; Columbia; Costa-Rica; de Republiek Cuba; Denemarken; de Dominicaansche Republiek; de Republiek Ecuador; Spanje; Griekenland; Guatamala; de Republiek Haiti; Honduras; Luxemburg; Mexico; Montenegro; Nicaragua; Noorwegen; Panama; Paraguay; Peru; Roemenië; Salvador; Servië; Zweden; Zwitserland; Turkije; Uruguay; de Vereenigde Staten van Venezuela,

om een gedelegeerde aan te wijzen, voorzien van de noodige volmacht om te 's-Gravenhage het verdrag te teekenen.

Het verdrag zal van deze onderteekeningen voorzien worden door middel van een ,,Protocol van onderteekening van mogendheden, welke niet op de Conferentie vertegenwoordigd waren'', dat gevoegd zal worden bij het verdrag, achter de onderteekeningen van de mogendheden, die vertegenwoordigd waren en onder vermelding van den datum van elke onderteekening.

De Nederlandsche Regeering zal elke maand aan alle mogendheden, onderteekenaars van het verdrag, bericht geven van iedere aanvullende onderteekening.

Artikel 23.

Nadat alle mogendheden, zoowel voor zichzelf als voor hare bezittingen, koloniën, protectoraten en pachtgebieden, het verdrag of het bovenbedoeld aanvullend protocol geteekend zullen hebben, zal de Nederlandsche Regeering alle mogendheden uitnoodigen om het verdrag met dat protocol te bekrachtigen.

Voor het geval dat de onderteekening van alle uitgenoodigde mogendheden niet verkregen zoude zijn op 31 December 1912, zal de Nederlandsche Regeering onmiddellijk de mogendheden, die op dien datum het verdrag geteekend hebben, uitnoodigen om gedelegeerden aan te wijzen, ten einde te 's-Gravenhage over te gaan tot het onderzoek van de mogelijkheid om desniettegenstaande hare akten van bekrachtiging neder te leggen.

De bekrachtiging zal binnen een zoo kort mogelijk tijdsverloop geschieden en de akten van bekrachtiging zullen te 's-Gravenhage op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken worden nedergelegd.

De Nederlandsche Regeering zal iedere maand aan de mogendheden, die het verdrag geteekend hebben, bericht geven van de akten van bekrachtiging, welke zij in dien tusschentijd ontvangen mocht hebben.

Zoodra de akten van bekrachtiging van alle mogendheden, die het verdrag geteekend hebben, zoowel voor zichzelf als voor hare koloniën, bezittingen, protectoraten en pachtgebieden, door de Nederlandsche Regeering ontvangen zijn, zal deze aan alle mogendheden, die het verdrag bekrachtigd hebben, mededeeling doen van den datum, waarop zij de laatste van deze ratificatie-oorkonden ontvangen heeft.

Artikel 24.

Dit verdrag zal in werking treden 3 maanden na den datum, vermeld in de mededeeling van de Nederlandsche Regeering, bedoeld in de laatste alinea van het voorgaande artikel.

Ten opzichte van de wetten, reglementen en andere maatregelen, door dit verdrag voorzien, is men overeengekomen dat de ontwerpen, hiertoe vereischt, zullen worden opgesteld ten laatste zes maanden na de in werking treding van dit verdrag. Wat betreft de wetten, deze zullen door de Regeeringen eveneens binnen dienzelfden termijn van zes maanden bij hare parlementen of wetgevende lichamen worden ingediend en in ieder geval in de eerste zittingsperiode, volgende op het verstrijken van dien termijn.

De datum, waarop deze wetten, reglementen of maatregelen in werking zullen treden, zal een onderwerp van overleg vormen tusschen de verdragsluitende mogendheden op voorstel van de Nederlandsche Regeering.

Voor het geval dat zich geschilpunten zouden voordoen ten aanzien van de bekrachtiging van dit verdrag of ten aanzien van de in werkingtreding, hetzij van dit verdrag, hetzij van de wetten, reglementen en maatregelen, welke het met zich brengt, zal de Nederlandsche Regeering, indien deze geschilpunten niet op andere wijze kunnen worden opgelost, alle verdragsluitende mogendheden uitnoodigen om gedelegeerden aan te wijzen, die te 's-Gravenhage zullen bijeenkomen om tot een onmiddellijke overeenstemming te komen ten aanzien dezer geschilpunten.

Artikel 25.

Indien eene der verdragsluitende mogendheden dit verdrag zou willen opzeggen, zal de opzegging schriftelijk ter kennis van de Nederlandsche Regeering worden gebracht, die onmiddellijk een gewaarmerkt afschrift van de kennisgeving aan alle andere mogendheden zal toezenden, onder mededeeling van den datum, waarop zij die ontvangen heeft.

De opzegging zal alleen gevolgen hebben ten aanzien van de mogendheid, die daarvan zal hebben kennis gegeven en een jaar nadat de kennisgeving daarvan de Nederlandsche Regeering bereikt zal hebben.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit verdrag van hunne onderteekeningen hebben voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage, den 23en Januari 1912, in een enkel exemplaar, dat bewaard zal blijven in de archieven van de Nederlandsche Regeering en waarvan gewaarmerkte afschriften langs diplomatieken weg toegezonden zullen worden aan alle mogendheden, die op de Conferentie vertegenwoordigd waren.

Voor Duitschland..	F. DE MÜLLER. DELBRÜCK. GRUNENWALD.	
Voor de Vereenigde Staten van Amerika........	CHARLES H. BRENT. HAMILTON WRIGHT. HENRY J. FINGER.	
Voor China......	LIANG CHENG.	
Voor Frankrijk...	H. BRENIER.	Onder voorbehoud van eene eventueele afzonderlijke en speciale ratificatie en opzegging, voor wat betreft de Fransche protectoraten.
Voor Groot-Brittannië..........	W. S. MEYER. W. G. MAX MÜLLER. WILLIAM JOB COLLINS.	Onder voorbehoud van de volgende verklaring: De artikelen van dit Verdrag, indien het door de Britsche Regeering geratificeerd is, zullen van toepassing zijn op het Britsch-Indische Keizerrijk, Ceylon, de Straits Settlements, Hong-Kong en Wei-hai-wei in alle opzichten op dezelfde wijze als zij van toepassing zullen zijn op het Vereenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Ierland; maar de Britsche Regeering behoudt zich het recht voor het genoemd Verdrag afzonderlijk te teekenen of op te zeggen uit naam van elke dominion, kolonie, wingewest of protectoraat van het Britsche Rijk, welke niet in het bijzonder zijn aangeduid.

Voor Italië.......	G. de la Tour Calvello.	
Voor Japan......	Aimaro Sato. Tomoe Takagi. Kotaro Nishizaki.	
Voor Nederland...	J. T. Cremer. C. Th. van Deventer. A. A. de Jongh. J. G. Scheurer.	
Voor Perzië......	Mirza Mahmoud Khan.	Onder voorbehoud van de artikelen 15, 16, 17, 18 en 19 (aangezien Perzië geen tractaat met China heeft) en van paragraaf a van artikel 3.
Voor Portugal....	Antonio Maria Bartholomeu Ferreira.	
Voor Rusland	A. Savinsky.	
Voor Siam........	Akharaj Varadhara Wm. J. Archer.	Onder voorbehoud van de artikelen 15, 16, 17, 18 en 19 aangezien Siam geen tractaat met China heeft.

ONDERTEEKENINGSPROTOCOL.

ONDERTEEKENINGSPROTOCOL

VAN STATEN, DIE NIET OP DE CONFERENTIE VERTEGENWOORDIGD WAREN.

Voor Costa-Rica...	MANUEL M. DE PERALTA.	25 April	1912.
Voor Mexico.......	F. GAMBOA.	15 Mei	1912.
Voor Guatemala...	JOSÉ M. LARDIZABAL.	17 Juni	1912.
Voor België.......	ALB. FALLON.	18 Juni	1912.
	Onder voorbehoud van toetreding of opzegging voor zooveel den Belgischen Congo betreft.		
Voor Luxemburg...	ALB. FALLON.	18 Juni	1912.
Voor Panama.....	J. A. JIMENEZ.	19 Juni	1912.
Voor Ecuador.....	VICTOR M. RENDON.	2 Juli	1912.
Voor Honduras....	JALHAY.	5 Juli	1912.
Voor Salvador.....	ARTURO R. AVILA.	30 Juli	1912.
Voor Haïti.......	DR. A. RIBOUL DE PESCAY.	21 Augstuus	1912.
Voor Venezuela....	SANTOS A. DOMINICI.	10 September	1912.
Voor Brazilië......	GRAÇA ARANHA.	16 October	1912.
Voor Argentinië...	ALEJANDRO GUESALAGA.	17 October	1912.
Voor Spanje......	JOSÉ DE LA RICA Y CALVO.	23 October	1912.
Voor de Dominicaansche Republiek.	ELISEO GRULLON.	12 November	1912.
Voor Paraguay....	ENRIQUE OOSTENDORP.	14 December	1912.
Voor Denemarken..	J. G. DE GREVENKOP CASTENCKJOLD, *voor Denemarken, IJsland en de Deensche Antillen.*	17 December	1912.
Voor Columbia....	IGNACIO GUTIERREZ-PONCE.	15 Januari	1913.
	Onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgevende Macht van Columbia.		
Voor de Republiek Cuba............	ARTURO PADRO.	8 Mei	1913.
Voor Bolivia......	MACARIO PINILLA.	4 Juni	1913.

Voor Chili........	JORGE HUNEEUS.	2 Juli	1913.
Voor Nicaragua...	SIMON PLANAS SUAREZ.	18 Juli	1913.
Voor Peru........	MANUEL ALVAREZ CALDERON.	24 Juli	1913.
Voor Zweden......	F. DE KLERCKER.	27 Augustus	1913.

Onder voorbehoud van de volgende verklaring: Aangezien in Zweden geen opium wordt vervaardigd, zal de Zweedsche Regeering er zich voor het oogenblik toe bepalen den invoer van toebereid opium te verbieden, maar zij verklaart zich te zelfder tijd bereid om zoodra de ervaring er de wenschelijkheid van aantoont, de maatregelen te treffen, bedoeld in artikel 8 der Conventie.

Voor Noorwegen...	G. F. HAGERUP.	2 September	1913.
Voor Montenegro...	H. MENDES DA COSTA.	22 December	1913.

Onder voorbehoud van de volgende verklaring: Aangezien in Montenegro geen opium wordt vervaardigd noch geproduceerd zal de Montenegrijnsche Regeering er zich voor het oogenblik toe bepalen den invoer van toebereid opium te verbieden, maar zij verklaart zich te zelfder tijd bereid, om zoodra de ervaring er de wenschelijkheid van aantoont, de maatregelen te treffen, bedoeld in artikel 8 der Conventie.

Voor Roemenië....	C. M. MITILINEU.	27 December	1913.

Voor Zwitserland.. Bij de onderteekening van dit Protocol, onder voorbehoud van bekrachtiging, verklaart de ondergeteekende dat het voor zijne Regeering niet mogelijk zal zijn de noodige wettelijke bepalingen uit te vaardigen binnen den door de Conventie bepaalden termijn.

	CARLIN.	29 December	1913.
Voor Bulgarije....	STANCIOFF.	2 Maart	1914.
Voor Uruguay....	ALBERTO GUANI.	9 Maart	1914.